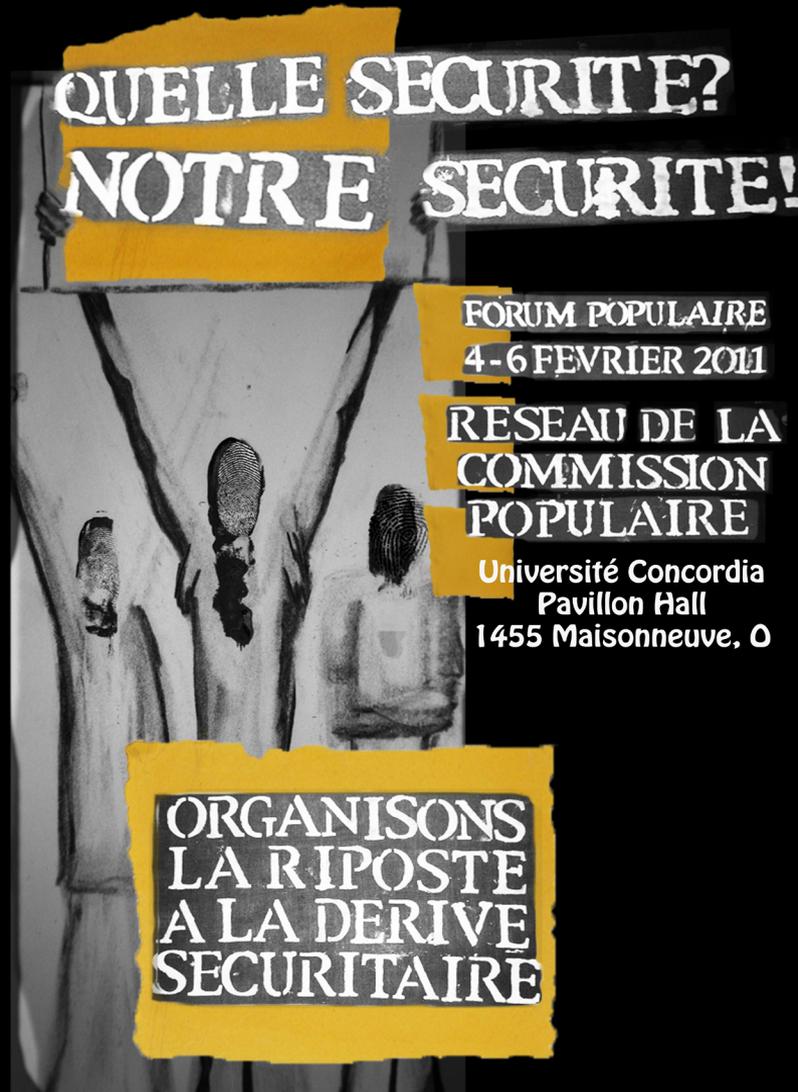


Le Réseau de la Commission populaire est un réseau montréalais qui surveille et s'oppose au plan « de sécurité nationale ». Le réseau est un espace qui permet aux individus et aux groupes qui font face à l'oppression au nom de la « sécurité nationale » – comme les peuples autochtones, les immigrants et les immigrantes, les communautés racialisées, les organisations politiques radicales, les syndicats – et leurs alliés de former des alliances, de partager de l'information et de coordonner des stratégies afin de défendre leurs droits et leur dignité.

**RESEAU DE LA
COMMISSION
POPULAIRE**

www.commissionpopulaire.org
commissionpopulaire@gmail.com

Le Réseau de la Commission populaire est un groupe de travail du GRIP Concordia.



**QUELLE SECURITE?
NOTRE SECURITE!**

**FORUM POPULAIRE
4-6 FEVRIER 2011**

**RESEAU DE LA
COMMISSION
POPULAIRE**

**Université Concordia
Pavillon Hall
1455 Maisonneuve, O**

**ORGANISONS
LA RIPOSTE
A LA DERIVE
SECURITAIRE**

La dernière décennie a été marquée par une tendance vers un accroissement des pouvoirs de surveillance, d'arrestation et de contrôle des frontières par les gouvernements, au nom de la sécurité nationale et de la guerre contre le terrorisme. Le tout dans le contexte d'une néolibéralisation systématique partout dans le monde, les États et les gouvernements servant les intérêts d'entreprises dont le seul souci est de faire d'énormes profits. L'opposition, la dissidence et la résistance, même bien informées et articulées, ne sont pas tolérées.

Elles sont minées, écrasées et marginalisées. Une panoplie de mesures répressives et de nouveaux pouvoirs accordés aux agences policières, frontalières et du renseignements ont permis aux autorités canadiennes de contrôler, intimider et criminaliser plus facilement les mouvements sociaux et l'expression de la solidarité internationale – ainsi que les communautés, organisations et individus associés à ces mouvements sociaux.

La récente opération dite « sécuritaire » au coût d'un milliard de dollars lors du dernier Sommet du G20 en a été une démonstration à plusieurs niveaux, nous rappelant également des événements passés comme la Loi sur les mesures de guerre dans les années 1970 et le déploiement de l'armée à Oka dans les années 1990.

La peur et les stéréotypes racistes ont été évoqués pour justifier la violence de la torture, de l'occupation, de la guerre et du capitalisme et ont effectivement permis de limiter l'opposition et le débat politiques par rapport à ces questions. Alors que le plan de sécurité nationale ne fait que marginaliser des communautés entières, créer des boucs émissaires et réduire toute résistance au silence, les débats legalistes opposant les droits humains à la sécurité nationale masquent les aspects sous-jacents que sont les luttes pour le pouvoir, les privilèges et le contrôle des identités, des personnes, des territoires et des ressources.

Le Réseau de la Commission populaire organise une conférence dans le but de mobiliser nos réseaux afin de répondre collectivement à la menace croissante que représente la dérive sécuritaire.

Au terme d'un processus de consultation qui a commencé en mars dernier, plusieurs axes ont été identifiés comme priorités de débat et d'action :

- Perspectives historiques sur la sécurité nationale : criminalisation de la dissidence et marginalisation des communautés;
- Industrie militaro-sécuritaire;
- Surveillance du SCRS;
- Listes noires, mise-à-l'index, et Loi anti-terroriste;
- Mesures sécuritaires en immigration.

Le forum se veut un espace ouvert pour discuter de chacune de ces questions, et une opportunité de développer des plans d'action.

Pour vous impliquer dans l'organisation du forum ou pour appuyer l'initiative, envoyez-nous un courriel à commissionpopulaire@gmail.com

Pour faire des dons, adressez un chèque au Réseau de la Commission populaire, en mentionnant « Forum » dans la ligne du sujet. Envoyer au GRIP Concordia (Commission populaire) c/o Université Concordia, 1455 de Maisonneuve O., Montréal (Québec) H3G 1M8

